



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Forum de Paris appelle à renforcer la transparence sur la dette souveraine

Des représentants de plus de 40 pays créanciers et débiteurs souverains et de 8 institutions financières internationales et organisations internationales se sont réunis le 16 novembre 2017 lors de la 5^e Conférence du Forum de Paris.

La mission du Forum de Paris est de prévenir les crises de la dette souveraine, une vision partagée par l'ensemble des participants. Cette année, les discussions ont porté sur le renforcement de la résilience financière des pays confrontés à des chocs externes et la promotion de pratiques de financement soutenables.

Les participants ont souligné que la hausse rapide de l'endettement de certains pays en développement rend nécessaire une meilleure coopération entre les différents acteurs concernés. Ils se sont également entendus sur l'importance d'une plus grande transparence sur les données de dette entre les créanciers officiels et privés afin d'améliorer l'évaluation des risques, et donc la prévention des crises de dette souveraine.

Les participants ont discuté des outils possibles pour limiter l'impact des chocs externes sur la soutenabilité de la dette, en particulier les instruments de dette contingente. Ils ont mis l'accent sur la nécessité d'une saine gestion des finances publiques grâce à une assistance technique coordonnée.

Cette 5^{ème} conférence annuelle a rassemblé les 22 membres permanents du Club de Paris, ses participants ad hoc (Chine), les membres du G20 (Arabie Saoudite, Argentine, Indonésie et Mexique), les pays du Golfe (Koweït), des membres de l'Union européenne (Pologne, République Tchèque) et des représentants de pays émergents et en développement (Antigua et Barbuda, Cameroun, Comores Côte d'Ivoire, Egypte, Gambie, Jordanie, Niger, République Démocratique du Congo, Sénégal, Sri Lanka, Tchad, Vietnam). Des organisations internationales telles que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement, la Banque Asiatique de Développement, la Banque Centrale Européenne, la CNUCED, la Commission Européenne, ainsi que l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), ont également participé à cette conférence. Enfin, la société civile a été de nouveau invitée et a été représentée par des académiques et des Organisations Non Gouvernementales (ONG).